



ARRÊTÉ DU MAIRE

P.M. N° 155 .2024

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Réglementation du stationnement

**1 place de stationnement réservée au plus près du 22, rue Jean Dorval
pour des travaux d'entretien de jardin**

Le lundi 04 novembre 2024

Le Maire de la Commune de Châteauneuf-du-Faou,

Vu la demande du 29 octobre 2024 de **Monsieur Vincent SUIGNARD** de réserver 1 place de stationnement au plus près du 22, rue Jean Dorval, le lundi 04 novembre 2024, pour lui permettre de réaliser des travaux d'entretien de jardin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L-2212-1 et suivants et L-2213-1 et suivants,

Vu la loi 82.213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu la loi 83.663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-68 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements et les Régions,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer le stationnement, le lundi 04 novembre 2024, au plus près du 22, rue Jean Dorval, pour la sécurité et le bon déroulement des travaux,

ARRÊTE

Article 1 : Le **lundi 04 novembre 2024**, 1 place de stationnement sera réservée à **Monsieur Vincent SUIGNARD** au plus près du 22, rue Jean Dorval pour permettre de réaliser des travaux d'entretien de jardin.

Article 2 : Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions de la réglementation ci-dessus visée.

Article 3 : Le stationnement du véhicule ne devra pas entraver l'accès éventuel aux installations de sécurité ou de protection civile.

Article 4 : Afin de protéger le passage des piétons, le pétitionnaire mettra en place, si nécessaire, une signalisation indiquant aux piétons d'emprunter le trottoir opposé.

Article 5 : Le pétitionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette installation.

Article 6 : Le pétitionnaire facilitera l'accès aux propriétés riveraines et la circulation des piétons.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché sur les lieux des travaux.

Article 8 : Cet arrêté est susceptible d'être contesté devant le Tribunal Administratif de Rennes dans le délai de deux mois à compter de sa notification et de son affichage en Mairie.

Article 9 : Mme la Directrice Générale des Services,
Monsieur Vincent SUIGNARD,
L'Adjoint à la Prévention-Sécurité,
L'Adjoint aux travaux,
M. le Brigadier-Chef Principal de la Police Municipale,
M. le Responsable des Services Techniques,
M. le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de
Châteauneuf-du-Faou,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Châteauneuf-du-Faou,

Le 29 octobre 2024

Le Maire,

Tugdual BRABAN.

